Grèce : retour à un sombre passé

Le parti de la gauche radicale Syriza est arrivé au gouvernement en 2015, propulsé par une crise profonde du système politique : un surendettement public alimenté par un bipartisme corrompu.

Corruption et alternance au pouvoir

Depuis la chute de la dictature des colonels en 1974, deux partis politiques s'étaient alternés au pouvoir :

- L'un conservateur, Néa Démokratia (ND), membre du PPE, et
- l'autre, le PASOK, socialiste, qui, comme d'autres partis du groupe S&D, a glissé graduellement vers le néolibéralisme et, de ce fait, a fortement rétréci.

Un système de corruption et d'intérêts croisés entre pouvoir politique, partis politiques eux-mêmes surendettés, banques, sous-traitants et médias a assuré la longévité de leur alternance au pouvoir.

Cependant, une fois que la crise financière a rendu la dette ingérable, la machine de ce bipartisme systémique s'est grippée. Les marchés financiers ont cessé de prêter à un débiteur devenu insolvable, qui a donc été pris en charge par les institutions européennes et internationales. Celles-ci l'ont soumis à une tutelle musclée (mémorandum), lui imposant des remèdes d'inspiration néolibérale qui n'ont fait qu'aggraver la crise.

La percée d'un intrus

Syriza, issu d'une coalition de forces de gauche, a été capable de traduire en voix le rejet par la population des partis du bipartisme systémique, en proposant une alternative politique.

Aux législatives de 2012, Syriza dépasse en voix le PASOK. Ce dernier n'est plus l'adversaire, mais un complément de la ND. Depuis, il lutte, sans succès, pour justifier sa raison d'être.

Aux législatives de 2015, pour la première fois dans l'histoire du pays, un parti de gauche sort gagnant. Cependant, et malgré un système électoral particulier qui octroie une prime de 50 sièges au gagnant, le pourcentage obtenu de 36,3 % n'a pas suffi pour lui assurer une majorité absolue de sièges. Syriza se voit dès lors obligé de former un gouvernement de coalition avec les Grecs Indépendants (ANEL), un petit parti conservateur, nationaliste, mais anticorruption.

Sous la houlette des créanciers, les événements se succèdent rapidement : un référendum qui se prononce contre la proposition Juncker, l'acceptation du 3e mémorandum, puis de nouvelles élections gagnées par Syriza, qui reprend la même formule de coalition.

2015-2018 : un intrus au gouvernail

Le scénario « parenthèse de gauche » dressé et espéré par la ND et le PASOK n'a pas marché à court terme. Cependant, pendant toute la période de son mandat, le gouvernement,

harcelé par des médias hostiles, a été aux abois. Les créanciers ont imposé des mesures draconiennes. Leur tutelle était étouffante.

Dans ces conditions, Syriza a dû appliquer des mesures dont il n'assumait pas la paternité. Cependant, dans ces limites très serrées, il a mis l'accent sur la protection des plus faibles (p. ex., assistance sociale, défense de l'emploi et des négociations collectives, augmentation du salaire minimum, renforcement de l'inspection du travail, accès gratuit aux soins). Mais les lourdes charges fiscales ont installé la grogne parmi la « classe moyenne ».

Le gouvernement Syriza a dû faire face à un afflux de réfugiés sans précédent. En partant de zéro, il y a fait face, guidé toujours par un esprit humanitaire, de solidarité et de respect du droit international.

La lutte anticorruption a piétiné, se heurtant à une résistance acharnée de la ND et du PASOK, soucieux de protéger les politiciens de premier plan qui étaient mis en cause.

Le gouvernement Syriza a conclu l'accord de Prespa avec le pays appelé désormais la Macédoine du Nord, contre l'opposition acharnée de la ND et du PASOK, les deux partis à l'origine de ce conflit remontant à 1991. Aussi incompréhensible que cela puisse paraître, il s'agissait d'une controverse extrêmement passionnée autour du « nom de la Macédoine ».

En août 2018, la Grèce sort du mémorandum, donc de la surveillance étouffante des créanciers dans laquelle la politique des gouvernements précédents l'avait plongée. Elle récupère une marge d'autonomie relative, tout en restant liée par une « obligation de résultat » quant aux objectifs budgétaires fixés.

Ayant largement assaini les finances publiques et redressé la crédibilité du pays, Syriza prend plus de liberté pour

renforcer les secteurs de l'éducation et de la santé, et pour alléger les charges fiscales des couches de la société malmenées par la crise.

Mais ce parcours est interrompu brusquement avant l'échéance du mandat parlementaire. Le faible résultat obtenu par Syriza aux élections européennes, régionales et municipales en mai 2019 a précipité les élections législatives, gagnées par la Néa Démokratia.

Restauration de l'ancien régime

Le 7 juillet 2019, Néa Démokratia a été élue avec 38,85 % des voix, ce qui s'est traduit par 52,67 % des sièges au Parlement, grâce au système électoral garantissant une prime de 50 sièges au gagnant.

Ayant, grâce à son discours nationaliste, xénophobe et anti-immigré, absorbé une partie importante de l'extrême droite, la ND a installé une « démocratie illibérale », qui évoque celle des pays du groupe de Visegrád.

La police a les mains libres pour sévir brutalement contre tout mouvement de contestation.

L'asile universitaire est aboli. La police peut désormais intervenir dans les locaux d'une université sans obstacle.

Le droit à la manifestation publique est fortement restreint par l'obligation d'obtenir une autorisation de la Police et l'instauration de la responsabilité de l'«organisateur » du rassemblement.

Les réfugiés qui tentent de traverser la mer pour arriver à une île grecque sont repoussés par la police grecque des frontières. Des milices de citoyens sévissent contre les

réfugiés et les citoyens solidaires. Des familles de réfugiés ayant obtenu l'asile politique sont jetées à la rue.

Les médecins et autres personnels soignants des structures publiques, applaudis comme des « héros » lors de la première vague de la pandémie, ont été réduits de 5 000 (- 5 %). La ND a freiné les recrutements prévus par Syriza.

Dans le secteur de l'éducation, les recrutements prévus par Syriza piétinent, alors qu'ils deviennent encore plus urgents à cause de la pandémie.

L'affaire de corruption Novartis, dans laquelle des représentants éminents de la ND et du PASOK sont impliqués, est enlisée par la forte intervention des pouvoirs législatif et exécutif et leurs ramifications dans le pouvoir judiciaire. Eleni Touloupaki, la courageuse procureure anticorruption, se retrouve elle-même accusée pour « abus de pouvoir » et son appartement est cambriolé pour lui enlever le disque dur de son ordinateur et ses archives.

Le fonctionnement d'un parti de droite ne dépend pas de la participation de sa base, puisqu'il s'appuie sur un appareil fortement hiérarchisé et sur la diffusion de sa propagande par les médias. Par contre, pour la gauche, la pandémie provoque un lourd handicap, empêchant Syriza de tenir son congrès annoncé depuis le soir des élections du 7 juillet 2019.

Affaire à suivre…

Vassilis Sklias 01/09/2020